

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 15 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WESCO

Route de Cholet
79140 Cerizay

Références : 0007202211/2025/222

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement WESCO implanté Route de Cholet 79140 Cerizay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'obtention de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° E282 du 30/11/2023, les travaux d'extension du site ont été réalisés courant année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WESCO
- Route de Cholet 79140 Cerizay
- Code AIOT : 0007202211
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WESCO exploite un entrepôt de stockage de produits dédiés aux enfants de 0 à 12 ans tels que du mobilier, des articles de puériculture, des jouets d'éveil, du matériel éducatif et pédagogique. Celui-ci est composé de deux cellules et se situe sur la commune de Cerizay.

Il s'agit d'une installation classée relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et réglementée par l'arrêté préfectoral n° E282 du 30 novembre 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 3.3.1 Aires de mise en station des moyens aériens	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 3.3.2. Aires de stationnement des engins	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article Annexe II 3.4 Accès aux issues et quais de déchargement	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5. Désenfumage	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5. Désenfumage	Demande d'action corrective	3 mois
12	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 6. Compartimentage	Demande d'action corrective	3 mois
14	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 12. Détection automatique d'incendie	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
16	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		Moyens de lutte contre l'incendie		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 3.2 Voie engin	Sans objet
7	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5. Désenfumage	Sans objet
11	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5.1. Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie	Sans objet
13	Eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 11. Eaux d'extinction incendie	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral n° E282 du 30/11/2023.

Des justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées concernant notamment l'accessibilité, les dispositions constructives, le désenfumage et les moyens de lutte contre l'incendie.

Concernant ces derniers, l'exploitant doit s'assurer de la disponibilité en tout temps de ses moyens en eau sur le site.

Par ailleurs, plusieurs actions correctives sont à réaliser dont :

- le report des commandes manuelles de désenfumage,
- la pose d'une bande de protection au droit du mur coupe-feu,
- certaines matérialisations et signalisations à finaliser (accessibilité, désenfumage,...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 3.2 Voie engin
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engin
Prescription contrôlée : Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none">- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins. « Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. » Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que la voie « engins » est maintenue dégagée et permet la circulation sur la périphérie complète du bâtiment, son accès, ainsi qu'aux aires de mise en station des moyens aériens et de stationnement des engins. L'exploitant a transmis par courriel du 17/06/2025 le plan de masse à destination des services de secours sur lequel sont représentés notamment les deux accès du site, la voie « engins », le stationnement des moyens aériens, les poteaux incendie et d'aspiration près des bâches incendie. → L'exploitant peut compléter son plan de masse à destination des services de secours en représentant le chemin d'accès entre la voie « engins » et le poteau incendie n° 69 situé au Sud du site. → L'exploitant s'assure que la largeur de la voie « engins » de 6 m est bien maintenue en tout temps, en particulier le long des stationnements de véhicules légers situés du côté de la façade Nord-Est du bâtiment (les véhicules en stationnement ne doivent pas empiéter sur la voie « engins »).
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 3.3.1 Aires de mise en station des moyens aériens

Thème(s) : Risques accidentels, Aire de mise en station des moyens aériens

Prescription contrôlée :

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2.

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.

Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :

- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;
- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.

« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens. »

Ces ouvertures permettent au moins un accès par « niveau » pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres

<p>carrés de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; - la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; - la cellule ne comporte pas de mezzanine.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le site est doté de deux aires de mise en station des moyens aériens de part et d'autre du mur coupe-feu séparant l'ancienne et la nouvelle cellule, l'une côté façade Sud-Ouest et l'autre côté façade Nord-Est. Elles sont matérialisées au sol, dégagées et accessibles, - l'aire de stationnement côté Sud-Ouest ne comporte pas de signalétique indiquant explicitement que cette aire est réservée aux services de secours, - la largeur de l'aire de stationnement côté Nord-Est est inférieure à 7 m. Des véhicules sont stationnés en face de cette aire que la voie « engins » sépare. Par courriel du 10/07/2023, l'exploitant s'est engagé à condamner les stationnements faisant face à l'aire de stationnement des engins afin de garantir une largeur minimum de 6 m pour la voie « engins ». <p>L'exploitant a transmis par courriel du 17/06/2025 le plan de masse DOE-01 du 26/07/2024, sur lequel les dimensions de l'aire de stationnement côté Nord-Est sont de 7 m sur 10 et la largeur de la voie « engins » est de 6 m grâce à la suppression des places de parking situées au droit de l'aire de stationnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à l'aménagement de l'aire mise en station des moyens aériens et de la voie « engins » tel qu'indiqué dans son courriel du 10/07/2023 et dans son plan de masse DOE-01 du 26/07/2024. La matérialisation de l'aire de mise en station des moyens aériens au sol se fait sur la totalité du périmètre. L'exploitant ajoute également une signalisation indiquant que l'aire de mise en station des moyens aériens côté façade Sud-Ouest est réservée aux services de secours et que tout autre stationnement y est interdit.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'attestation de conformité des aires de mise en station des moyens aériens.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Accessibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 3.3.2. Aires de stationnement des engins</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aires de stationnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit</p>

des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires. Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection constate que :

- le site est doté de six aires de stationnement des engins (3 par bâche incendie de 360 m³ au Nord-Ouest du site). Leur matérialisation est réalisée par des bandes blanches perpendiculaires au sens de la voirie, sans précision au sol qu'il s'agit d'aires réservées aux engins de secours interdites à tout autre stationnement (un seul panneau d'interdiction de stationner est apposé à côté d'une des bouches d'aspiration),
- le poteau incendie 69 bis, ne dispose pas d'une aire de stationnement matérialisée.

L'exploitant a transmis par courriel du 17/06/2025 le plan de défense incendie du site et le plan de masse DOE-01 du 26/07/2024, sur lequel les dimensions 4 m sur 8 des aires de stationnement des engins sont précisées. Le plan de situation présenté en page 10 du plan de défense incendie mentionne les points d'eau à disposition des secours sans représentation des aires de stationnement correspondantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise la matérialisation au sol et la signalétique des aires de stationnement des engins au droit de tous les points d'eau incendie, y compris le poteau incendie 69 bis.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'attestation de conformité des aires de stationnement des engins.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article Annexe II 3.4 Accès aux issues et quais de déchargement
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Annexe II 3.4 Accès aux issues et quais de déchargement : A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Remplacé par : <ul style="list-style-type: none">- s'assurer que la défense extérieure contre l'incendie prévue dans le dossier présente les caractéristiques réglementaires d'accès et de mise en œuvre des engins conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie et principalement à la fiche technique n°1, 4, 11,- le pétitionnaire se chargera de faire réceptionner les bâches de 360 m³ ajoutées dans le cadre du projet par le service prévision du SDIS 79,- assurer une voie d'accès d'une largeur minimum de 4 mètres au Sud permettant l'accès au PEI n°69.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- l'installation d'un poteau incendie numéroté 69 bis d'après l'exploitant,- la présence de deux bâches incendie de 360 m³ chacune (cf point de contrôle n° 15) qui sont installées au Nord-Ouest du site. Elles disposent chacune de 3 prises d'aspiration, conformément à la fiche technique n° 11 du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie des Deux-Sèvres (RDDECI 79). L'exploitant indique ne pas avoir sollicité le service prévision du SDIS79 pour faire réaliser la réception des bâches,- la création d'un chemin d'accès depuis la voie « engins » permettant l'accès au PEI n° 69 implanté sur le boulevard de l'Atlantique au Sud du site via un portillon.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- l'attestation de réception et mise en service d'un PEI sous pression relative au PI n° 69 bis telle que prévue dans la fiche technique n° 18 du RDDECI 79,- l'attestation de réception des bâches incendie délivrée par le SDIS 79.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : « L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées. » Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 07/07/2025 l'attestation en date du 04/07/2025 délivrée par le cabinet d'architectes Triade relative aux dispositions constructives du projet qui mentionne notamment que la charpente métallique de l'extension est R15. La résistance des éléments de la structure tels que les poteaux des parois extérieures de l'extension n'est pas précisée. La nouvelle cellule de stockage, objet du projet d'extension, est équipée d'un système de sprinklage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'attestation relative à la résistance de l'ensemble de la structure de l'extension.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives
Thème(s) : Risques accidentels, Système de couverture
Prescription contrôlée : Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0. Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.
Constats : L'exploitant indique que l'éclairage artificiel est assuré par LED et que l'éclairage naturel de la nouvelle cellule se fait par les lanterneaux de désenfumage. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 17/06/2025 : - la fiche technique du Sopralene Flam 180 Alu, matériau isolant utilisé pour la construction de la toiture, mentionne un classement de réaction au feu A2,s1-d0 et une résistance à un feu extérieur Froof (t1, t2, t3, t4), - la déclaration de performances d'une gamme de lanterneaux ponctuels du 14/01/2021 établie par la société Bluetek, dans laquelle la réaction au feu global lanterneau est Bs2d0. La nouvelle cellule n'a qu'un seul niveau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise si le Sopralene Flam 180 Alu est l'unique matériau utilisé pour la construction de la toiture. Le cas échéant, il transmet à l'inspection des installations classées une attestation indiquant que le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives
Thème(s) : Risques accidentels, Ateliers d'entretien
Prescription contrôlée : Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que dans l'extension construite au droit de la cellule existante les murs et plafonds des locaux techniques (local TGBT, local transformateur, local onduleurs, local de charge) sont en béton. Seul le local de charge communique avec la cellule de stockage existante via une porte coupe-feu 2h coulissante. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 07/07/2025 l'attestation en date du 04/07/2025 délivrée par le cabinet d'architectes Triade relative aux dispositions constructives du projet qui mentionne notamment que le mur séparatif entre l'entrepôt existant et le local technique réalisé dans le cadre de l'extension est un mur REI120 et que la porte intégrée à ce mur est également EI120. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 17/06/2025 le plan référencé 700 C Repérage serrureries qui localise notamment les portes coupe-feu 2h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5. Désenfumage
Thème(s) : Risques accidentels, Cantons de désenfumage
Prescription contrôlée : Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ». La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que la nouvelle cellule est dotée de 6 cantons de désenfumage dont le plus grand a une superficie de 889 m ² d'après le plan de désenfumage DOE du 24/06/2024 transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 17/06/2025 par l'exploitant, la longueur maximale ne dépassant pas 60 m.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une attestation indiquant le respect du degré de stabilité au feu d'un quart d'heure des écrans de cantonnement, ainsi que de leur hauteur minimale d'un mètre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5. Désenfumage
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'évacuation des fumées
Prescription contrôlée : Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que la nouvelle cellule est dotée de 4 exutoires par canton de désenfumage avec commande automatique (déclenchement thermique par cartouche de gaz CO ₂) et manuelle. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 17/06/2025 le plan de désenfumage DOE du 24/06/2024 qui précise que les lanterneaux ont une surface de 6 m ² (2 m par 3), soit 24 m ² de surface utile par canton, dont la superficie du plus grand est de 889 m ² .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5. Désenfumage
Thème(s) : Risques accidentels, Commande des exutoires
Prescription contrôlée : La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que les commandes manuelles des exutoires de fumées sont positionnées dans la nouvelle cellule côté façade Nord-Ouest et telles que représentées sur le plan de cantonnement transmis par l'exploitant par courriel du 17/06/2025. Elles sont situées à proximité des issues de la nouvelle cellule.</p> <p>Chaque canton dispose d'une commande manuelle et de son report. Celui-ci n'est toutefois pas situé à l'opposé de l'entrepôt, notamment pour les cantons 2, 3, 4 et 5.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant installe les reports de commande de tous les exutoires en des points opposés de l'entrepôt.</p> <p>L'exploitant affiche à proximité de chaque commande manuelle de désenfumage un plan précisant la ou les zones concernées par l'action de la commande.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5.1. Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt.</p> <p>« Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques.</p> <p>« Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>[...]</p> <p>« Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que les locaux TGBT, Transformateur, onduleurs et de charge disposent de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et chaleur, mentionnés sur le plan référencé 700 C Repérage serrurerie (cf point de contrôle n° 7).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 6. Compartimentage
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques des parois séparatives et ouvertures
Prescription contrôlée : <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none">- le mur séparatif entre l'ancienne et la nouvelle cellule est REI 120. Il est prolongé en saillie sur les façades Nord-Est et Sud-Ouest. L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 07/07/2025 l'attestation en date du 04/07/2025 délivrée par le cabinet d'architectes Triade relative aux dispositions constructives du projet qui mentionne que le mur séparatif entre l'entrepôt existant et l'entrepôt réalisé dans le cadre de l'extension est REI120. Le degré de résistance au feu de la paroi séparative n'est pas signalé à l'extérieur au droit de ce mur,- les deux portes coupe-feu coulissantes reliant l'ancienne et la nouvelle cellules sont EI 120. L'exploitant précise que leur fermeture est asservie au système de sécurité incendie (SSI). Ces caractéristiques sont également mentionnées sur l'attestation précitée. <p>Concernant la toiture, l'exploitant indique que celle de la nouvelle cellule est entièrement couverte d'un matériau (Sopralene Flam 180 Alu) dont le classement de réaction au feu est A2s1d0. L'exploitant a transmis la fiche technique du Sopralene Flam 180 Alu par courriel du 17/06/2025. La toiture de l'ancien entrepôt n'est pas dotée d'une bande de protection de 5 m. Une casquette pare-neige est installée en surplomb de l'ancien bâtiment.</p> <p>À noter que l'objectif des bandes de protection est d'éviter « la combustion du revêtement de toiture et la transmission de l'incendie par les gouttes enflammées qu'elle libérerait » (Q. V.6.1 du guide).</p>

La casquette de protection décalée sur la hauteur ne permet pas de remplir exactement la même fonction, notamment concernant le risque d'une inflammation par un brandon qui serait projeté depuis la cellule voisine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant signale par un panneau le mur coupe-feu 2h à l'extérieur du bâtiment de part et d'autre de la paroi séparative entre les deux cellules. L'exploitant recouvre la toiture de la cellule existante par une bande de protection sur une largeur minimale de 5 m au droit du mur coupe-feu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 11. Eaux d'extinction incendie
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement externe – Orifices d'écoulement
Prescription contrôlée : En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.
Constats : Le projet d'extension prévoyait initialement la création d'un second bassin de rétention de 770 m ³ venant compléter celui existant de 1100 m ³ . Le plan de masse DOE-01 du 26/07/2024 transmis par l'exploitant par courriel du 17/06/2025 mentionne le bassin existant modifié et agrandi (volume de 1878 m ³) qui répond au besoin calculé dans la D9A (1453 m ³) du dossier d'enregistrement complété le 11/07/2023. Le jour de la visite, l'inspection constate la présence d'un unique bassin de rétention. Un système d'obturation automatique installé à l'aval du bassin de rétention, permet la rétention des eaux potentiellement polluées. Il est mentionné sur le plan de masse du site. → L'exploitant ajoute un panneau de signalétique à proximité du bassin pour informer des risques liés à ce bassin et de son volume.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet un porter-à-connaissance (PAC) au service de la préfecture (Bureau de l'environnement) décrivant et expliquant les modifications apportées à la suite de la réalisation des travaux afin d'actualiser le dossier d'enregistrement. Il comprendra notamment les plans mis à

jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 12. Détection automatique d'incendie
Thème(s) : Risques accidentels, détection et alarme
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la détection incendie est assurée dans la nouvelle cellule par le système d'extinction automatique. Une détection est également présente dans les locaux techniques, y compris le local de sprinklage et le bureau de quais. Il précise que l'alarme sonore se déclenche 5 minutes après la détection (temps permettant la levée de doute), l'alerte est ensuite transmise à la société de télésurveillance qui contacte à son tour le salarié d'astreinte de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 07/07/2025 l'attestation en date du 04/07/2025 délivrée par le cabinet d'architectes Triade relative aux dispositions constructives du projet qui précise que les deux portes coupe-feu coulissantes séparant les deux cellules sont asservies à l'alarme incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 17/06/2025 le compte-rendu de vérification périodique Q7 en date du 16/05/2024 réalisée par la société Cemis. Ce compte-rendu mentionne des observations et améliorations listées en annexe (non transmise).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées quelles sont les observations formulées et quelles suites ont été données.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie
Thème(s) : Risques accidentels, Apport en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un poteau incendie public n° 69 implanté sur le boulevard de l'Atlantique au Sud du site accessible via un portillon (cf point de contrôle n° 4), - d'un poteau incendie privé n° 69 bis implanté au Sud-Ouest du site alimenté par le réseau public d'après l'exploitant, - de deux citernes souples d'un volume utile de 360 m³ chacune. Les deux bâches ne sont pas complètement remplies (hauteur maximale de 1,6 m n'est pas atteinte). L'exploitant n'a pas connaissance de la quantité réellement contenue dans chaque bâche. <p>L'exploitant précise que le SDIS de Cerizay est venu le 24/03/2025 dans le cadre de leur visite annuelle et que le poteau incendie n° 69 bis est testé également.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant sollicite auprès de la collectivité compétente le justificatif du débit horaire du poteau incendie n° 69 bis, ainsi que le débit simultané avec le poteau incendie n° 69.</p> <p>L'exploitant fait vérifier le remplissage des deux citernes souples et s'assure de l'absence de fuite. Il met en place un système lui permettant de contrôler le volume disponible (par exemple par l'ajout d'un système de toise). Il fait réceptionner les deux bâches incendie par le service prévision du SDIS 79 (cf point de contrôle n° 4).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie
Thème(s) : Risques accidentels, Installation et entretien EAI
Prescription contrôlée : « En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que la nouvelle cellule de stockage et son bureau de quais sont sprinklés, de même que le local de sprinklage. L'exploitant indique que le Centre national de prévention et de protection (CNPP) a visité le site le 09/10/2024 dans le cadre de l'établissement du certificat N1. À cette occasion, en raison de la présence de marchandises incompatibles, le CNPP a notamment demandé la modification de l'installation et l'ajout d'une nappe intermédiaire à 9 m pour respecter les conditions de certification. L'exploitant précise que la fin des travaux concernant l'extinction automatique est prévue fin juin et que le certificat N1 sera délivré prochainement. Une vérification des installations sprinkleurs a été réalisée le 29/01/2025 selon l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le compte-rendu de vérification Q1 en date du 29/01/2025 ainsi que le certificat N1 dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois